

SHORT NEWS

Badge social, Europe anti-sociale

Le projet de réforme de la directive européenne sur les travailleurs détachés serait « minimaliste », selon le ministre du Travail Nicolas Schmit, cité par Le Quotidien. Pourtant, mardi, lors du conseil des ministres, le texte s'est heurté à l'opposition de ceux qui défendent une ligne libérale : le pays de destination ne devrait avoir qu'un droit de regard limité sur les conditions de travail de salariés détachés d'autres pays. Il est vrai que la directive actuelle permet de perpétuer une situation dans laquelle les abus et le dumping social sont la règle. Cette situation date de plusieurs arrêts à connotation libérale de la Cour de justice de l'Union européenne, notamment contre le Luxembourg (woxx 960). A l'époque, les syndicats s'étaient surtout offusqués des conséquences sur l'index et les conventions collectives, en négligeant l'effet sur les contrôles. Le ministre de l'époque avait de son côté assuré qu'il établirait des méthodes de contrôle conformes à l'arrêt, mais « tout aussi efficaces » - cela s'est révélé impossible. La Confédération européenne des syndicats avait demandé une réforme de la directive qui aille clairement dans la direction d'une Europe sociale. Ce n'est pas la direction dans laquelle on s'engage, et il n'est pas certain que le « badge social », mis en place par Schmit, permette de résoudre le problème.

Armutsrisiko steigt wieder

(rg) - Wichtigste Trendmeldung des Statec Berichts über Arbeitsmarkt und soziale Kohäsion: Das Armutsrisiko, das in den letzten Jahren leicht rückläufig war, steigt wieder an. 15,1 Prozent der Bevölkerung verfügten 2012 über weniger als 60 Prozent des medianen Einkommens der Gesamtbevölkerung. Ein ähnlich hoher Wert war zuletzt 2009 gemessen worden. Dieser Index deutet weniger auf eine Zunahme der absoluten Armut, als auf ein Anwachsen der Ungleichheit in der Bevölkerung hin. Die Einkommen aus Lohnarbeit steigen zwar weiter an, können aber die Inflation nicht ausgleichen, weshalb der Lebensstandard seit 2010 insgesamt rückläufig ist. Bezüglich der Jugendarbeitslosigkeit weist der Bericht auf die für Luxemburg besonders hohe Diskrepanz zwischen dem Grad der Jugendarbeitslosigkeit hin, die nach der üblichen Messmethode mit 18,8 Prozent recht nahe am europäischen Durchschnitt von 23 Prozent liegt, und der Zahl der jugendlichen Arbeitslosen in Relation zur Gesamtbevölkerung, die mit 5,1 Prozent nur etwa halb hoch ist, wie der entsprechende gesamteuropäische Wert.

woxx@home

David, le poulpe

Rire ou vomir, il faut choisir ! Et cette fois, on a décidé d'en rire, malgré tout. On en a déjà vu des vertes et des pas mûres dans cette campagne électorale. Après les pénibilités d'un « Planet Live » où les candidat-e-s sont forcé-e-s de participer à des jeux idiots, comme s'ils postulaient à « Qui veut gagner des millions ? » et non à des élections anticipées, c'est notre magicien national David Goldrake qui a définitivement topé tout le monde. En enfermant ses prédictions dans un bloc de glace jeudi soir à la télévision, qui le ressortira lundi pour voir s'il a bien eu raison, il ridiculise à fond les élections. Certes, les Allemands avaient fait appel à un poulpe pour savoir s'ils gagneraient la coupe du monde de foot. Mais utiliser un magicien pour prédire des élections, c'est un comble ! Mais, halte... ! Ne sommes-nous pas un peu trop sévères ? Peut-être est-ce justement un signe d'un retour aux anciennes valeurs préchrétiennes ? Le « Panem et Circenses » n'est-il pas le meilleur garant de la paix sociale ? Espérons juste que JCJ n'en profite pas pour se faire déclarer dictateur à vie...

AKTUELL

INÉVITABLE DÉMANTÈLEMENT SOCIAL

Scénarios divergents

Raymond Klein

La Fondation Weicker a scruté l'avenir et ne voit pas de salut en dehors du démantèlement social. Des scénarios alternatifs existent-ils ?

La brochure « Luxembourg : de 2012 à 2030 », vingt pages seulement, est une réactualisation rapide et superficielle du livre de 400 pages « Europe 2012 », publié en 1997 et consacré aux possibles évolutions du Luxembourg dans des contextes européens variables. La Fondation Weicker y analysait les scénarios d'« Union pan-européenne », de « Kerneuropa », de « Libre échange », d'« Eurosclérose », ainsi que des scénarios hybrides. Cette étude était remarquable de par la lucidité avec laquelle elle exposait le modèle luxembourgeois, et qui conduisait à penser l'avenir du pays essentiellement dans un contexte régional et européen - un pas que, 15 ans plus tard, la plupart des politiciens n'ont toujours pas franchi. Moins lucide, l'adhésion sans faille des auteurs aux dogmes libéraux et leur façon de considérer qu'est bon pour le pays ce qui est bon pour le patronat en général et la place financière en particulier.

Sur ce dernier point, rien n'a changé. Le nouveau rapport se réjouit des avancées dues à l'« initiative Bolkestein », met en garde contre le « protectionnisme » qui soutirerait au Luxembourg les revenus de la TVA électronique et considère que la taxe Tobin réduira les « degrés de liberté ». Quant aux recommandations faites en 1997 et non suivies, le plus grand regret concerne les « fonds de pension », considérés par les auteurs comme la réponse au « financement insuffisant » des systèmes existants - et dont le développement permettrait aux financiers, et à la place luxembourgeoise, d'engranger de nouveaux profits. A croire que ces experts vivent dans un univers parallèle, où la grande crise ne s'est pas encore produite.

Mettant de côté l'« Eurosclérose » - éclatement de l'Union en économies nationales protectionnistes - le nouveau rapport Weicker expose d'abord leur scénario rose d'une « Union pan-européenne » : sous l'effet de la crise actuelle, les institutions communautaires se renforceront et imposeront aux pays membres une sorte d'« Agenda 2010 » continental, afin de restaurer la compétitivité - et les marges de profit. Le Luxembourg deviendra alors la base

européenne d'acteurs financiers « qui utiliseront la flexibilité de régulation » - et il y aura une « remise en question du rôle de l'Etat ».

Le scénario noir du « Kerneuropa » correspond au repli sur soi d'une zone euro réduite autour de la France et de l'Allemagne, ce qui devrait appauvrir tout le monde, et en particulier le Luxembourg. Comme en 1997, le troisième scénario est présenté comme « échappatoire économique » : l'Union européenne se cassera la figure, mais l'adhésion aux principes du libre-échange nous sauvera, après avoir subi une « restructuration sociale profonde selon le modèle anglo-saxon ». Comme l'écrit Véronique Poujol dans Paperjam, dans les trois cas il s'agit de « scénarios d'horreur » pour le modèle social luxembourgeois.

Facile de faire mieux. Imaginons que l'Union réalise enfin l'« Europe sociale », taxe bénéfiques et patrimoine et parvienne à financer la transition vers une sorte de prospérité écologique - le Luxembourg y jouant un rôle de précurseur et de médiateur entre les grands pays. Utopique ? Oui, parce que les décideurs européens préfèrent écouter les lobbies financiers et industriels et que la myopie de l'élite politique luxembourgeoise ne se limite pas aux périodes électorales. Ce qui nous ramène aux trois premiers scénarios, sauf que la Fondation Weicker sous-estime les conséquences d'un démantèlement social conséquent : les populations risquent de se révolter, conduisant à un chaos économique et écologique dont on ne sait ce qui émergera.

Reste l'échappatoire du « scénario cubain », nommé d'après le pays qui, en cette période de crise écologique, a le mieux réussi à réduire son « footprint ». Ce n'est pas le mérite du système politique, mais une conséquence mécanique de l'appauvrissement causé par la chute des exportations de sucre. En cas de crise persistante, peut-être que les contraintes économiques et écologiques ramèneront l'Europe et le Luxembourg à la raison. A défaut d'éco-prospérité, il faudra allier la réduction brutale de la consommation matérielle avec une redistribution massive des revenus.